

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

EUR 46/045/2004 – ÉFAI

Informations complémentaires sur l'AU 210/04 (EUR 46/039/2004 du 24 juin 2004)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS / « DISPARITIONS » PRÉSUMÉES / DÉTENTION AU SECRET

**FÉDÉRATION
DE RUSSIE**

**36 hommes venant d'un camp non officiel de personnes déplacées à l'intérieur
de leur pays, situé à Altievo, dans le district de Nazran (Ingouchie)**

Londres, le 10 août 2004

Selon le Centre russe « Mémorial » de défense des droits humains, les 36 Tchétchènes arrêtés à Altievo (Ingouchie) le 23 juin, lors d'une descente de police à laquelle l'armée avait participé, ont été libérés. Un représentant de Mémorial a déclaré que les efforts déployés par le Réseau AU avaient été particulièrement appréciés, car on pensait qu'ils avaient contribué à la libération de ces hommes. Plusieurs parentes des détenus ont souhaité, par l'intermédiaire de Mémorial, exprimer leur gratitude envers les personnes qui avaient milité en faveur de la libération de leurs proches.

Ces hommes ont été arrêtés par des membres de la police ingouche auxquels des représentants des forces fédérales russes ont prêté main-forte, lors d'une descente dans une ancienne ferme laitière située à Altievo, dans les environs de Nazran. Plus de 1 000 personnes avaient trouvé refuge dans cette ferme après avoir été contraintes de fuir leurs maisons pour échapper aux combats qui faisaient rage en Tchétchénie. Les membres des forces de l'ordre auraient ordonné à toutes les personnes présentes, parmi lesquelles se trouvaient des femmes et des enfants, d'évacuer les lieux pendant qu'ils procédaient à leur inspection. Selon les informations obtenues, il a été fait un usage excessif de la force pendant cette inspection et certaines femmes ont été forcées à se déshabiller partiellement devant des hommes. Parmi les policiers présents lors de cette opération, certains appartenaient aux forces de police du district de Nazran, qui ont subi de lourdes pertes au cours des attaques coordonnées menées par des combattants tchétchènes le 21 juin. Ils ont déclaré avoir découvert des grenades et des tenues de camouflage pendant leur inspection et auraient dit aux personnes déplacées que le camp serait incendié si elles ne quittaient pas les lieux dans les quarante-huit heures.

Les 36 hommes arrêtés pendant l'opération auraient été conduits au siège de la police de Nazran. À l'exception de neuf d'entre eux, ils ont tous été libérés la semaine suivante. Des membres d'organisations de défense des droits humains qui se sont entretenus avec eux ont rapporté que certains avaient été battus.

Les neuf autres détenus, apparemment soupçonnés d'avoir participé aux attaques du 21 juin, ont été formellement arrêtés et transférés dans un centre de détention préventive (SIZO) situé à Nal'chik (Kabardino-Balkarie). Ils ont été libérés sans inculpation le 23 juillet. Certains ont déclaré avoir été passés à tabac par des agents du Service fédéral de sécurité (FSB) – un service de contre-espionnage – pendant leur interrogatoire. Un détenu a confié à Mémorial qu'il avait été roué de coups sur tout le corps, à tel point qu'il était ensuite incapable de marcher ou même de se tenir debout.

Le camp de la ferme d'Altievo est maintenant officiellement fermé. La plupart des personnes qui y vivaient seraient maintenant retournées en Tchétchénie, où la situation est encore dangereuse. En effet, les forces fédérales russes et les forces tchétchènes placées sous le commandement de Ramzan Kadyrov, premier vice-Premier ministre de Tchétchénie, continuent à s'y livrer à des violations systématiques des droits humains.

**Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes.
Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*